

Pétitions

ON DEMANDE L'INTERRUPTION DES TRAVAUX DE
CONSTRUCTION DE HARBOURFRONT JUSQU'À LA FIN DE
L'ENQUÊTE

M. Alan Redway (York-Est): Monsieur le Président, j'ai enfin l'honneur de présenter à la Chambre une pétition signée par environ 150 citoyens du quartier domiciliaire de Harbourfront à Toronto qui a trait au fait que les projets pour l'aménagement du Harbourfront sont actuellement à l'étude.

Les pétitionnaires s'inquiètent au sujet de la hauteur des immeubles, de la densité de la population, des espaces réservés aux loisirs et au stationnement. Ils signalent également qu'en dépit de l'étude en cours, on construit encore des immeubles sans permis de construction. Ils demandent au Parlement d'interrompre tous les travaux de construction dans la région de Harbourfront, notamment les immeubles situés au 633, Lakeshore Boulevard ouest, au 650, Queen's Quay ouest et au 11, Stadium Road, en attendant les résultats de l'enquête. Ils demandent également d'être autorisés à y participer.

OPPOSITION AUX CHANGEMENTS PROPOSÉS AUX PRESTATIONS
D'ASSURANCE-CHÔMAGE

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, j'ai le devoir et l'honneur de présenter des pétitions portant sur trois questions distinctes. La première émane de Canadiens qui habitent diverses localités de la Colombie-Britannique.

Ils demandent humblement au Parlement de veiller à ce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) rejette les recommandations qui priveraient les pêcheurs du droit de toucher des prestations d'assurance-chômage et qu'il entreprenne des consultations avec tous les représentants des pêcheurs afin d'améliorer le programme offert aux pêcheurs.

LE DROIT DE COMPARUTION DEVANT UNE COMMISSION DES
RÉFUGIÉS

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, je voudrais présenter une autre pétition émanant de citoyens de certaines localités de la Saskatchewan, de l'Ontario et de la Colombie-Britannique qui demandent humblement au Parlement de légiférer pour instituer des audiences équitables et rapides à l'intention de ceux qui réclament le statut de réfugié devant une commission des réfugiés indépendante de la Commission de l'immigration. Ils demandent également que ces audiences soient accessibles à tous ceux qui en font la demande au Canada et que ceux qui veulent présenter une demande en ce sens aient la chance de venir la présenter personnellement au Canada.

LES TRANSPORTS—LA RÉFORME DE LA RÉGLEMENTATION
ÉCONOMIQUE

M. Les Benjamin (Regina-Ouest): Monsieur le Président, j'ai un certain nombre de pétitions à présenter, six pour être précis, provenant de diverses localités au Canada. Les signataires prient le Parlement et la Chambre des communes de demander au gouvernement de retirer le projet de loi C-18, de conserver la commodité et la nécessité publiques comme critère fondamental dans l'élaboration d'une politique des transports publics, et de maintenir la délivrance de permis d'exploitation afin de limiter l'activité du marché à son niveau actuel de fonctionnement dans l'intérêt du public en général.

● (1110)

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES
BREVETS

M. Roland de Corneille (Eglinton—Lawrence): Monsieur le Président, j'ai à présenter un certain nombre de pétitions provenant de diverses parties du pays, notamment de l'Île-du-Prince-Édouard; de la Colombie-Britannique; de Mississauga, Toronto et Willowdale, en Ontario; et de Calgary, en Alberta.

Je présente un grand nombre de pétitions portant de très nombreuses signatures. J'en ai également une du Québec au sujet des modifications proposées à la Loi sur les brevets.

[Français]

... que les modifications proposées à la Loi sur les brevets affecteront directement tous les Canadiens et Canadiennes qui ne sont pas couverts par des programmes d'assurance-médicaments gouvernementaux ou privés et que les propositions du gouvernement augmenteront les coûts déjà élevés des régimes d'assurance-santé provinciaux.

[Traduction]

Les pétitionnaires se préoccupent énormément des modifications qu'on propose d'apporter à la Loi sur les brevets concernant les médicaments.

Cela me fait donc plaisir, au nom de centaines et de centaines de Canadiens de partout au Canada, de présenter ces pétitions à la Chambre des communes.

M. Stan J. Hovdebo (Prince-Albert): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition à la Chambre au nom d'un certain nombre de mes électeurs de la circonscription de Prince Albert qui demandent au gouvernement de se rendre compte des effets des modifications qu'il propose de faire apporter à la Loi sur les brevets concernant les médicaments, et de rejeter ces propositions ou toutes propositions qui auraient pour effet de faire augmenter le prix des médicaments d'ordonnance pour les Canadiens.

OPPOSITION AUX CHANGEMENTS PROPOSÉS AUX PRESTATIONS
D'ASSURANCE-CHÔMAGE

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, j'ai quatre pétitions à présenter. La première provient d'un certain nombre de pêcheurs de Carbonear, à Terre-Neuve, ainsi que de la Colombie-Britannique. Ces pêcheurs craignent que le programme d'assurance-chômage finisse par ne plus s'appliquer à leur situation.

Les pétitionnaires demandent au Parlement du Canada de veiller à ce que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Bouchard) rejette toute recommandation qui aurait pour effet de dépouiller les pêcheurs de leur droit de toucher de l'assurance-chômage, et à ce qu'il entreprenne des consultations avec tous les représentants des pêcheurs canadiens pour qu'on puisse apporter des améliorations au programme.

OPPOSITION AU PROJET DE MODIFICATION DE LA LOI SUR LES
BREVETS

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Ma deuxième pétition concerne les projets d'amendements de la Loi sur les brevets. Cette pétition vient cette fois-ci de Burnaby, de Vancouver et d'ailleurs en Colombie-Britannique.